

10/5/2007



Nations Unies

Communiqué de presse

Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

CONFÉRENCE DE PRESSE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA LIGUE DES ÉTATS ARABES, AMRE MOUSSA: 10 MAI 2007

Le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, qui a donné aujourd'hui, au Siège de l'ONU à New York, une conférence de presse dans le cadre du débat thématique de l'Assemblée générale intitulé « Les civilisations et le défi de la paix: Obstacles et possibilités », a surtout été amené à commenter l'évolution du processus de paix israélo-palestinien.

« La Ligue des États arabes est prête à reconnaître l'existence d'Israël si toutefois ce pays s'engage également », a déclaré Amre Moussa. « L'année 2007 est celle qui fera ou défera le processus de paix. Si la volonté politique est au rendez-vous, la paix peut être réalisée en six mois », a-t-il promis.

Le Secrétaire général de la Ligue des États arabes a aussi répondu à des questions sur le Darfour, la Turquie, le Kosovo, la Somalie et l'Iraq. « La situation en Iraq est importante mais sans une solution à la situation des Palestiniens, la paix au Moyen-Orient ne sera pas possible », a-t-il prévenu, en jugeant qu'il est temps de raviver le processus de paix et de reprendre les négociations.

« Je ne prétendrais pas que les États arabes ont fait tout leur possible », a-t-il reconnu, mais ils ont fait une offre de paix officielle à Israël et au monde et ils ont rempli toutes leurs obligations. « Nous appelons Israël à faire de même », a dit le Secrétaire général.

Il a toutefois précisé qu'aucun amendement ne peut être apporté à l'Initiative de paix arabe mais que des négociations sont possibles. La position arabe est unanime. On ne peut parler de normalisation et écarter la question du retrait d'Israël des territoires occupés car cela tuerait la normalisation, a-t-il prévenu.

Amre Moussa a également souligné que le Gouvernement palestinien d'unité nationale, comprenant des membres du Hamas, travaille sur une plate-forme qui permet la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967, ce qui implique de facto la reconnaissance du droit d'Israël d'exister. Cependant, le problème de l'occupation israélienne doit d'abord être réglé, a ajouté le Secrétaire général, qui a également évoqué la question des réfugiés.

Si, depuis la guerre de 1967, de nombreux progrès ont été enregistrés dans le processus de paix, dont la restitution de territoires à l'Égypte et la reconnaissance du droit des Palestiniens de par le monde, la conclusion d'un accord accuse désormais un retard de 40 ans.

Commentant le débat thématique informel de l'Assemblée générale sur « Les civilisations et le défi de la paix », Amre Moussa a estimé que le dialogue entre les civilisations est avant tout une question politique. Nous faisons face actuellement au problème de l'islamophobie, lequel doit être réglé comme l'a été celui de l'antisémitisme, car il représente une menace à la paix et à la sécurité dans le monde.

Le Secrétaire général de la Ligue des États arabes est ensuite revenu à la situation en Iraq pour réclamer un mouvement politique, et pas uniquement sécuritaire, capable de dégager un consensus entre toutes les factions iraqiennes. Amre Moussa a abordé plusieurs questions « pertinentes » comme la nationalité, la répartition des richesses, l'importance qu'il y a à mettre fin aux milices et à la violence dans le pays, l'amendement de la Constitution selon les principes agréés et le retrait des forces étrangères.

Répondant à une question sur le Darfour, il a indiqué que la Ligue des États arabes coordonne sa politique avec celle de l'ONU et de l'Union africaine, et qu'elle s'est engagée financièrement à hauteur de 50 millions de dollars.

Se penchant sur l'Europe, il a exprimé l'espoir que les négociations en cours permettront à la Turquie de se joindre prochainement à l'Union européenne. Il a également affirmé qu'il suit la question du Kosovo avec beaucoup d'intérêts car celle-ci est très importante pour la situation sécuritaire de l'Europe.

Quant à la Somalie, le Secrétaire général de la Ligue des États arabes a confirmé le soutien de son organisation à la politique de réconciliation initiée dans le pays. Il est important de reconnaître que sans accords entre toutes les parties, la Somalie restera au point où elle en est aujourd'hui. La Ligue, a-t-il ajouté, soutient également la présence des forces africaines de maintien de la paix dans le pays, ce qui permettrait le retrait des forces éthiopiennes.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel